**INTRODUCTION A L’ECONOMIE**

**Chapitre 1 : L’analyse économique**

 I/ Objet de l’économie

* Science humaine et sociale
* Pour Aristote : les sciences de l’homme se divisent en 3 branches :

 • l’éthique <> l’individu

 • la politique <> la cité

 • l’économique <> l’activité familiale

Après le M-A,

• l’économie devient politique : l’accumulation des richesses passe du cadre familial au cadre de la nation

• Mercantilisme

-Auteurs européens 16eme et 17eme

-Grandes expéditions maritimes et développement du commerce

-Essor des nationalités, formation des Etats

-Renaissance, renouveau des Arts

-Développement des richesses

-L’Etat doit participer au développement de l’activité écp

-Attirer et conserver les métaux précieux (or)

-Vendre plus à l’étranger qu’il n’achète

= pol protectionniste

= encouragements des exportations

• Colbertisme

Economie / Politique

La science pol privilégie l’analyse du pouvoir,

La science éco se concentre sur l’analyse de la rareté. Besoin / Rareté

• Hypothèse de l’analyse économique :

-Les besoins des hommes sont illimités

-Or les ressources dont ils disposent pour les satisfaire existent en quantité limitée (rareté)

-Ils doivent donc faire des choix

Caractéristiques des besoins :

-multiplicité

-Satiabilité (intensité des besoins diminuent à mesure qu’ils sont satisfaits mais d’autres apparaissent)

-Interdépendance (un besoin peut en entraîner un autre)

Cf : pyramide de Maslow : un indiv n’est motivé à satisfaire ses besoins d’ordre supérieur que si les besoins de niveau inférieur sont satisfaits

* Analyse éco <> analyse des choix : ds un contexte de rareté, comment affecter les ressources pour satisfaire au mieux les besoins ?
* Quels biens produire ? En quelle quantité ?
* Comment produire ces biens ?
* Pour qui produire ces biens ?

 = Objet de la science éco : analyse de

-La production

-Les échanges

-La répartition des richesses

-La conso

**I/Méthode de la science économique**

 Induction

OBSERVATION DES FAITS HYPOTHESES

Vérification Déduction

THEORIES, MODELES

La modélisation

• hypothèse : simplification de la réalité qui rend possible la formulation de théories

• loi : raisonnement théorique destiné à donner une représentation des liens entre les variables économiques

• hypothèses et lois permettent de construire des modèles qui sont des représentations du fonctionnement de l’économie

• un modèle est valide si ses conclusions expliquent des faits

Microéconomie / Macroéconomie

• La microéconomie :

* Unité d’analyse : l’individu
* Individualisme méthodologique : les faits éco sont la résultante des comportements individuels
* S’oppose à l’Holisme : méthode d’analyse qui considère que les comportements individuels s’inscrivent dans un contexte social, l’organisation sociale détermine les décisions individuelles

Elle étudie le comportement de l’entreprise, ses décisions de production et d’offre, et celui du consommateur, sa décision de consommation et d’épargne… et analyse le fonctionnement des marchés.

• La macroéconomie :

Elle développe une analyse plus globale des relations entre les variables économiques au niveau de l’ensemble d’une économie.

Elle analyse les problèmes de chômage et d’emploi, le rôle de la demande globale sur l’activité de production, l’influence des relations économiques extérieures sur l’économie nationale..

1. **La pensée économique**

Les classiques :

* David Ricardo (1772-1823) : L’avantage comparatif
* Adam Smith (1723-1790) : La main invisible, la manufacture d’épingle
* John Stuart Mill (1806-1873) : L’utilitarisme de J.Bentham
* Thomas Robert Malthus (1766-1834) : La croissance de la population est limitée par la rareté des ressources
* Karl Marx (18118-1883) : - décrit les rouages du capitalisme
* Baisse tendancielle du taux de profit
* Abolition de la propriété privée des moyens de production
* Interventionnisme

Les néoclassiques (marginalistes)

• Libéralisme : efficacité des mécanismes de marché

• theorie de la valeur : non plus sur le travail mais sur l’utilité

• intro de l’analyse marginaliste (Um, Cm, Pm..) et des mathématiques

Agents économiques rationnels

* Stanley Jevons (1835-1882) : Fondateur du marginalisme
* Alfred Marshall (1842-1924) : Economie industrielle, équilibre partiel, théorie de prix
* Léon Walras (1834-1914) : Equilibre général, Interdépendance des marchés
* Vilfredo Pareto (1848-1923) : Equilibre général et optimum

Ecole autrichienne

* Karl Menger (1840-1912) : L’économie doit renoncer à l’abstraction, Etude des comportements qui s’appuie sur la psychologie
* Friedrich von Hayek (1899-1991) : Libéralisme, Prix nobel, Analyse de l’interdépendance des phénomènes économiques, sociaux et ibstitutionnels
* John Maynard Keynes (1883-1946) : - Elève d’Alfred Marshall
* 1919 : auteur de “les conditions économiques de la Paix”
* Crise de 29 : une situation de chômage durable peut apparaître en économie de marché
* 1936 : « Théorie  Générale de l’emploi, de l’intérêt et de la monnaie »
* 1944 : dirige la délégation britannique à Bretton Woods pour obtenir la création d’un système monétaire stable

 Opposition aux néo-classiques

 Passage de la micro à la macro économie

Réfutation d’hypothèses néoclassiques Neutralité de la monnaie

 L’équilibre par les prix

• Des déséquilibres de sous emploi peuvent durer dans une économie

• l’Etat doit intervenir : - Relance budgétaire

* Relance monétaire

**Chapitre 2 : Le circuit économique**

1. Les agents économiques
2. **Sociétés non financières**

• Trois groupes : - SNF Publiques

* SNF Privées nationales
* SNF sous contrôle étranger

• Fonction : produire des biens ou services marchands non financiers

• Ressource : vente de la production

1. **Sociétés financières**

• Cinq groupes : - Banque centrale

* Autres institutions financièes monétaires (banque)
* Autres intermédiaires financiers (crédit-bail, crédit à la consommation..)
* Auxiliaires financiers (bourses de valeurs mobilières..)
* Sociètés d’assurances et fonds de pension

• Fonction : - financier, collecter, transformer et répartir les disponibilités financières

* Intermédiation financière
* Mutualisation de risques

• Ressources : fonds provenant des engagements financiers contractés

1. **Administrations publiques**

• 3 groupes : - administrations centrales

* Administrations locales
* Administration de sécurité sociale

• Fonction : produire des services non marchands destinés à la collectivité, faire des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales

• Ressources : versements obligatoires des autres secteurs, impôts, reçus directement ou indirectement

1. **Ménages**

• Groupe de personnes vivant en commun sous un même toit

• Comprend les entreprises individuelles

• Fonction : offrif du travail et des capitaux (épargne), consommer

• Ressources : rémunération du capital et du travail, transferts, vente des productions

1. **ISBLSM (insti sans but lucratif des services ménages)**

• 2 groupes : - syndicats, partis pol, clubs…

* Bienfaisance et charité

• Associations

• Fonction : fourniture de biens et services non marchands

• Ressources : contributions volontaires des ménages, subventions publiques, revenus de la propriété, occasionnellement vente

1. **Reste du monde**

• Ensemble des acteurs du reste du monde

1. *Le circuit de la production*

*Production intérieure Consommation finale, des ménages , des administrations*

 *Marché des biens et services*

 *Conso intermédiaire*

 *Importations Investissement*

 *Stocks*

 *Exportations*

• Equilibre emplois-ressources : P + M = CF + CI + FBCF + ∆S + X

 PIB + M = C + G (dépenses du gouv) + I (investissement) + X (exportation)

1. le circuit financier
* Offre de fonds prêtables : capacité de financement des agents économiques, revenus non affectés à la consommation ou l’investissement
* Demande de fonds prêtables : Etat ou entreprises qui ont des besoins de financement. Emettent des titres de propriété, des titres d’emprunt rémunérés.
* Rôle des institutions financières :
* Accordent des prêts
* Création monétaire
* Intermédiaires dans le circuit financier
* Réalisent des opérations financières

🡪Sur les instruments de paiement (monnaie)

🡪Sur les instruments de placement (épargne, actions, obligations)

🡪Sur les instruments de financement (crédits)

1. La répartition des revenus
* Revenu primaire= revenu du travail+ revenu du capital
* Revenu disponible= revenu primaire+ transfert

Schéma de la redistribution

1. Le circuit

Schéma moodle

**Chapitre 3 : Le système productif**

**I. Présentation**

Système productif : ensemble des agents éco qui participent directement au processus de

 Production

Branche : ensemble des unités de p° fabricant le même produit

Secteur : ensemble des unités de production exerçant la même activité principale

Système productif français :

Services aux entreprises : 16,8% services

Agences immobilières : 12,8%

Education, santé, action sociale 12,7%

🡪 Economie de services

T= 84 milliards d’€ en 2009

Industries/services

Industrialisation de certaines activités de services, utilisation de mêmes méthodes d’analyse de la p° (assurances, voyages, call center

Certains secteurs industriels produisent des services (automobile)

🡪 Frontière floue

II. Les entreprises

Etablissement : lieux où s’exerce l’activité de l’entreprise sans personnalité juridique

Entreprise : unité de propriété du K et de mise en valeur de celui-ci, a une personnalité juridique (SARL, SA, EURL , coopérative, Société mutualiste, Association)

Groupes : ensemble d’entreprise contrôlées à plus de 50% par une société mère

Société mère : holding

En France : groupes de + en + nbeux

1306 en 1980, 2383 en 1989 6682 en 1995…

5% de sociétés dépendant d’un groupe

58% des salariés de l’ensemble des sociétés travaillent pour un groupe

67% des investissements

Secteurs principalement structurés en groupe

• Energie, automobile

• Industries de biens d’équipements et biens intermédiaires

• Bien de c°, transport

• Education, santé, services aux particuliers… : peu de groupes

2 millions de salariés dans les groupes étrangers

 15% des effectifs

18% de la VA

15% des immobilisations corporelles

24% des eff. Travaillant pour des groupes étrangers

16% All

16% GB

Secteurs : industries des biens intermédiaires, commerce et services aux entreprises (57% des salariés des groupes étrangers

Fusions-acquisitions

Objectifs :

♦ Amélioration de l’efficience des firmes (éco d’échelles, synergie (association de 2 entreprises pour être plus efficaces que séparément)…), recherche de la taille critique

♦ Importance de frais de R&D et de l’investissement

♦ Recherche de complémentarités

♦ Maitrise des approvisionnements

♦ Maitrise d’une technologie (maitrise d’une technologie stratégiquement intéressante)

♦ Pénétration d’un marché ou amélioration de la position sur un marché

♦ Repositionnement stratégique sur de nvelles activités, diversification

♦ Faire face à un environnement de grandes entreprises

Modalités de rachat

☼ Achat des parts du K

☼ OPA amicale (rachat des actions d’une entreprise par intérêt)/hostile (la société-cible s’oppose à toute acquisition.)

☼ Echanges d’actions

☼ L’effet de levier (LBO, LMBO) 🡪 architecture élémentaire très utilisé dans l’achat d’entreprises : endettement pour augmenter le K

Ex : création d’une entreprise qui vaut 100, je n’ai que 50, alors je constitue une société qui va elle-même acheter des actions d’une entreprise pour 50, une fois les dividendes acquis, l’entreprise peut rembourser les 50 et plus

Les PME

Entreprise qui occupent moins de 250 personne, et qui ont un CA annuel inférieur à 50milions d’€ ou un total de bilan n’excédant pas 43 millions d’€

Très grandes variétés des PME

Emploient près de 60% des salariés et contribuent à plus de la moitié de la VA

Des atouts

Flexibilité

Innovation

Taille humaine

Convivialité

Services et sur mesure pour le client

Interactivité, inscription territoriale

Des faiblesses

*Fragilité financière Fragilité humaine*

Le manque de financement est Peu d’encadrement

Une contrainte principale au dvlp des PME Chaque personne compte

Trésorerie

III. La gouvernance des entreprises

Gouvernance : ensemble des processus humains, sociaux ou organisationnels des réglementations des lois et des institutions influant la manière dont l’entreprise est dirigée, administrée et contrôlée

Importance des droits de propriété :

◘ Entreprise capitaliste classique

◘ Entreprise managériale (entreprise dirigé par une manageur a qui l’entreprise n’appartient pas)

◘ Entreprise réglementée

◘ Entreprise publique

◘ Administration publique

◘ Mutuelle, coopérative

◘ Association

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Forces | Risque |
| Capitalisme familial | DynamismeVision à LTLiens de confiance | Désagrégation familialeConflitsFamille/dirigeantsSalariésTransmission difficile |
| Capitalisme technocratique | Equipes de managers professionnelsSouci de croissanceDynamisme | Décision sans contrôleDiversification excessivesTaille et lourdeur des structures |
| Capitalisme actionnarial | Dynamise financierNvx principes de fonctionnement de la directionInfo plus transparents | Vision à CTBrutalité des restructurations Sensibilité excessives au jugement des marchés financier |

Participations croisés

Economie en reseau

Dans l’hôtellerie

Louvre hôtel s’allie au groupe hôtelier chinois Jinjiang

En France et en Chine 15 hôtels seront estampillés des marques des 2 groupes hôteliers : Campanile et Jinjiang Inn. A terme, des prises de participations croisées dans le K des 2 groupes ne sont pas à exclure

Gouvernance d’entreprise

Besoin de clarifier la gouvernance des entreprises

Introduit par les investisseurs institutionnels anglo saxos

Principes :

- Majorité d’administrateurs indépendants

- Séparation président/ directeur général

- Comités spécifiques d’audit

- Rémunération des administrateurs

- Charte de gouvernement d’entreprises

IV. Le secteur public

Trois composantes, qui prennent en charge des activités d’intérêt général

Les entreprises publiques= entreprises dans lesquelles une personne publique détient la majorité du K

Les établissements publics administratifs chargés de la Sec Soc

Secteur public :

Les activités de service public peuvent être prises en charge par des organismes privés (délégations de service public)

Le « périmètre » du service public est plus large que celui du secteur public

Secteur public :

Les activités de service public peuvent être prises en charge par des organismes privés (délégations de service public)

Le « périmètre » du service public est plus large que celui du secteur public.

Nationalisations : transfert de la propriété du capital d’entreprises privées à l’Etats. Avec des objectifs politiques, économiques et/ou sociaux.

En France, après les guerres, nous avons connu une reconstruction de l’économie pour donner une impulsion à l’économie et à l’investissement.

Utiliser par les pouvoirs publics comme un outil de politique économique et sociale.

Privatisations : Transfert de la propriété du capital d’entreprises publiques vers privé.

La plus grande vague de privatisation après les années 80. Il faut affronter la concurrence internationale, les entreprises doivent donc faire des alliances.

La fonction publique : ensemble des agents occupant les emplois civils permanents de l’Etat, des collectivités territoriales ou de certains établissement publics hospitaliers.

Fonction publique d’état, fonction publique territoriale, fonction publique hospitalière.

Elle est importante en France, c’est un peu plus de 20% de l’emploi en France, salariés et non-salariés (sur toutes les personnes qui travaillent en France, il y en a 1/5 qui travaille dans la fonction publique).

En 2009, l’ensemble de l’emploi public est de 26 millions de salariés.

I- (section 5) La richesse produite

Partage des richesses produites. Elle se divise en 3 grand poste : rémunération des salariées (salaires + cotisation sociales), les impôts, l’excédent brut d’exploitation (permet de payer l’impôt sur la société, de verser les dividendes aux actionnaires, …).

Entre 1949 et 1981 : augmentation de la rémunération des salariées. Après, grosse chute, puis depuis 1989 : stagnation.

Chapitre 4 : La consommation et l’épargne

Formes de consommation :

Celle marchande : consommation de service public non-marchand. Différence entre la consommation de biens (durables et non-durables) et la consommation de services (collectifs et individuels).

Celle non-marchande : différence entre la consommation de services publics non marchands et l’autoconsommation (services et biens).

L’épargne

– épargne financière : thésaurisation, placements monétaires, placements financiers.

\_ épargne non-financières : biens immobiliers, investissement dans les entreprises individuelles.

I- L’analyse microécomique de la consommation

• Relation entre demande et prix

Relation entre la demande et le prix :

\_ Analyser l’élasticité-prix

\_ Cas général : la demande diminue lorsque son prix augment et inversement

\_ Cas particulier : « effet Veblen » (bien de luxe). Si l’on baisse le prix d’un bien la demande ne va pas augmenter car si ses produits ne deviennent pas cher, ils ne sont plus considérés comme des produits de luxe.

• Relation entre demande et revenu

\_ Calcul par un ratio entre la variation relative entre la demande et la variation relative du revenu

\_ Cas général : le demande augmente lorsque le revenu augment et inversement

Les biens normaux (supérieur à 0), les biens supérieurs (la demande augmente plus vite que le revenu)

\_ Cas particulier : bien inférieur à 0

Les dépenses des ménages ont considérablement changé au cours de ces 5 dernières années.

Concernant l’alimentions : en 1960 c’est 38% du budget et en 2007 c’est 25%

Concernant les loisirs et la culture : on passe de 10 % à 16 %

(Selon les coefficients budgétaires)

Des choses deviennent de plus en plus importantes dans notre budget. C’est un effet d’enrichissement de la France : le PIB par habitant augmente donc la part consacré à l’alimentation diminue donc plus de parts pour les autres dépenses.

Depuis un certain nombre d’années : 2 phénomènes sont importantes

\_ Les dépenses de consommation pré-engagés augmente (forfait téléphoniques, assurance, Edf, …)

\_ Les télévisions et télécommunications sont une part importante dans les dépenses des ménages ainsi que le loyer.

La consommation est taxée : 19,6 %, taux réduit à 7% pour les restaurants, 5,5 % et 2,1 %.

Il existe en France un taxe sur les produits pétroliers, sur le tabac, sur la bière, sur la gaz naturel, sur le charbon.

L’épargne est considérée comme une réserve de consommation future. Un choix s’offre à nous : consommer aujourd’hui ou épargner pour consommer demain. Ce choix dépend du taux d’intérêt.

Il y a des ménages endetté principalement pour acheter leur résidence principale. 48 % des français ont des emprunts. Endettement augmente au fur et à mesure que le revenu augmente.

II- L’analyse macroéconomique de la consommation

• La fonction de consommation

La consommation vient d’une approche keynésienne. Elle augmente avec le revenu mais moins rapidement.

Pour Keynes, quand il y a distribution du revenu dans un pays : il y a qu’une partie qui est consommée.

\_ Il existe une propension marginale (part du revenu) à consommer (= c) et une propension marginale à épargner (= s).

\_ c + s = 1

\_ Loi fondamentale : quand le revenu augmente, la propension marginale à consommer diminue.

Keynes dit que ce n’est pas le taux d’intérêt mais la propension marginale. Le taux d’intérêt n’impacte que la structure de l’épargne alors que la propension à marginale non.

La consommation est au cœur du mécanisme de multiplicateur keynésien.

L’idée de Keynes : Si par un moyen ou par un autre on distribue du revenu, alors on génère de la consommation qui génère elle-même de l’activité.

Critiques accordées à cette idée :

\_ La propension marginale à consommer n’est pas stable (on ne peut pas prévoir exactement ce qui va être épargné ou consommer)

\_ L’épargne favorise la croissance car elle permet l’investissement

\_ Les agents sont conscients des variations momentanées du revenu

\_ Les décisions d’épargne se planifient sur toute une vie (donc on ne pourra pas les changer).

• Epargne – croissance

S’il y a des investissements il y a augmentation de la production, donc plus d’offres de produits et distribution de revenus.

Importance déterminantes de l’offre, pas de risque de surproduction : loi de débouchés de SAY.

Mais :

\_ Les décisions d’investissement ne dépendent pas que de l’existence d’une épargne mais aussi des perspectives de débouchées.

\_ Si l’économie est ouverte, l’épargne peut aussi financer des investissements étrangers (faible impact sur l’économie nationale).

Ce à quoi les libéraux rétorquent : Oui mais si l’économie est ouverte et si il fait une relance par la consommation : cela va bénéficier aux produits importés, pas aux entreprise françaises. Il y a un vrai débat sur ça aujourd’hui en France.

L’épargne de précaution : elle est principalement destinée à permettre aux agents de faire face à des situations difficiles.

Cette épargne varie selon l’aversion pour le risque, l’exposition au risque (stabilité d’emploi, …), le patrimoine, la structure de la famille, l’âge.

Le comportement d’épargne à quelque chose lié à la vie des gens, à leurs problèmes, …

Epargne de précaution : le ralentissement économique en France fait qu’on a des crises successives et des emplois plus ou moins stables. ET en même temps on a un financement des retraites qui va être compliqué.

Donc ceux formes d’épargnes de précaution du coup : épargne relativement liquide, et l’épargne de long terme. Voilà comment on explique les comportements d’épargne des ménages.

**Chapitre 5 : La monnaie et le système financier**

I- La monnaie

La monnaie a 3 grandes fonctions :

\_ Fonction d’intermédiaire des échanges (on échange une marchandise contre une marchandise sous forme de troc).

\_ Unité de compte.

\_ Réserve de valeur (pour pouvoir acheter plus tard).

Il y a 2 formes principales de monnaie :

\_ Monnaie fiduciaire : pièces, billets, …

\_ Monnaie scripturale : chèques, virements, cartes bancaires.

 La qualité de la monnaie c’est son degré de liquidité.

Quasi-monnaie : actifs liquides qui nécessite d’être transformés pour devenir des moyens de paiement (dépôts dans les caisses d’épargne, bons du Trésor, …).

La différence majeur avec la monnaie c’est que la quasi monnaie est un actif, elle procure un rendement.

La masse monétaire : Monnaie en circulation dans l’économie

3 grands agrégats monétaires différenciés en fonction du degré de liquidité de la monnaie :

M1 : billets et comptes en vue

M2 : M1 + essentiellement les comptes sur livret

M3 : M2 + essentiellement les Sicav monétaires et les certificats de dépôts des banques.

La création monétaire :

La banque centrale créé le monnaie fiduciaire.

Les banques commerciales créent de la monnaie par jeu d’écriture.

La création monétaire = transformation de créances sur les agents non bancaires en moyens de paiement immédiatement utilisables pour effectuer des règlements. Ces créances constituent la contrepartie de la masse monétaire.

Exemples :

\_ Une entreprise a besoin de liquidités. Elle escompte ses effets de commerce. La banque va reprendre cet effet de commerce à son compte et crédite le compte de l’entreprise. IL y a donc création monétaire et créance sur l’économie nationale.

\_ Un exportateur est payé en $. Il donne ces $ à la banque qui crédite son compte d’un montant équivalent en euros. Elle met en circulation de la monnaie nationale supplémentaire et tient en contrepartie une créance sur l’étranger.

Contrepartie de la masse monétaire :

-créances sur l’économie nationale

-créances sur l’étranger

-créances sur le trésor

Le marché monétaire :

* Le marché interbancaire :

-les banques se fournissent auprès de la banque centrale pour satisfaire la demande de leurs clients en monnaie.

-elles peuvent aussi s’échanger de la monnaie entres elles sur le marché interbancaire.

-le marché des titres courts : les banques, les entreprises et l’Etat y interviennent pour échanger des certificats de dépôt, des billets de trésorerie ou du bon du trésor

-la banque centrale peut contrôler l’émission de monnaie en agissant sur ces marchés

**Rôle de la BCE :**

-Mise en œuvre de la politique monétaire commune

-Politique de change et relations internationales

-Fonctionnement de la sécurité des systèmes de paiements

-Emission de billets et de pièces

**Enjeu de l’offre de monnaie :**

-La création monétaire est une avance à l’économie, elle permet de financer l’investissement et la croissance

-Mais trop de monnaie risque de générer de l’inflation

-Sphère réelle/monétaire

-Théorie quantitative de la monnaie :

MV=PT Vitesse des Transactions

Masse monétaire Vitesse de circulation de la monnaie

Deux marchés des capitaux :

* Le marché monétaire=capitaux de court terme

Marché interbancaire : échange de monnaie par les banques

Marché des titres de créances négociables : banques, Etat, entreprise échangent des billets de trésorerie et des bons du trésor

* Le marché financier : capitaux de long terme

Etat entreprise et ménage s’y échangent des droits de propriété (actions) et des droits de créances (obligations)

* Marché financier= la bourse

-créer par Louis XV en 1724

-Aujourd’hui gérée par NYSE Euronext

* Régulation, organisation, surveillance

-autorité des marchés financiers (AMF)

-Doit veiller à :

* Protection de l’épargne investie
* Information des investisseurs
* Fonctionnement des marchés

Avantage pour l’Etat :

-Mode de financement non inflationniste

-facilite les opérations de privatisation

Pour les entreprises :

-Réduction des coûts d’intermédiation

-Facilite les opérations de croissance externe (achats d’entreprises, OPA, OPE)

Besoin et capacité de financement :

* Besoin de financement : insuffisance d’épargne
* Capacité de financement : excédent d’épargne

Besoin de financement des entreprises :

* Besoin lié à l’activité de production
* A court terme : décalage entre les recettes et les dépenses ; naît de la différence entre les délais de paiement accordés aux clients
* A long terme : lié aux investissements

Besoin de financement des ménages :

* A court terme : besoin lié essentiellement à la consommation (achat à crédit)
* A long terme : lié aux investissements principalement immobiliers des ménages
* Peut-être lié à l’activité productive des ménages (entrepreneurs individuels)

Besoin de financement de l’Etat :

* Lié aux investissements de l’Etat (construction d’infrastructure), long terme.
* Lié aux déficits publics (déficits des organismes publics et déficit budgétaire), long et court terme

Déterminants des besoins de financement :

* En période de croissance : la consommation et l’investissement des entreprises et des ménages sont élevés et entrainent de forts besoins de financement même si les revenus supplémentaires générés en satisfont une partie.
* En période de crise économique, les déficits publics s’aggravent générant des besoins de financement supplémentaires de l’Etat.
* Les besoins de financement de l’Etat dépendent du degré d’intervention des pouvoirs publics dans l’économie.

III/ De l’économie d’endettement à la globalisation financière

Durant les 30 glorieuses : intermédiation bancaire

* Reconstruction après la 2ème WW. Investissement considérables, forts besoins de financement.
* Organisation du système bancaire : les grandes banques sont nationalisées.
* L’Etat accorde des crédits directs aux grandes entreprises publiques et avance des fonds aux banques pour qu’elles accordent des prêts à taux réduits.
* Montée de l’endettement et de l’inflation :

-la création monétaire a tendance à générer de l’inflation. Accélérée par la flambée des prix du pétrole après 73.

-Baisse des taux d’intérêt réels incite les agents à s’endetter plus. Mais la crise limite leurs capacité de remboursement.

-Les taux d’intérêts réels redeviennent positifs d’où risque de surendettement.

* Montée des besoins de financement de l’Etat :

-Politique économique keynésiennes, interventionnisme de l’Etat qui avec la crise conduit à des déficits publics importants.

-L’Etat s’endette, financement par création monétaire

* Passage monétaire progressif à une économie financière au cours des années 80.
* Entre 1980 et 1990 :

Les transactions sur les obligations sont multipliées par 30.

Les transactions sur les actions sont multipliées par 10.

* La globalisation financière :
* A partir des années 90
* Assouplissement des règles régissant les échanges de capitaux
* Facilite le financement des déficits public
* Facilitée par NTIC
* Gonflement des capitaux en circulation dans le monde >flux des biens et services
* Augmentation de l’interdépendance financière entre les nations

Conséquences de la financiarisation :

* Pour les banques :

-elles assurent 80% du financement de l’économie en 1980 et environ 30% à la fin des années 90

-baisse de la rentabilité

-réorientation de l’activité

Regroupements

-Internationalisation

-Offre de nouveaux services

* Création des OCPVM (organisme de placement collectif en valeurs mobilières

-SICAV : société d’investissement à capital variable

-FCP : Fond commun de placement

* Innovations financières, fiscalité et législation vont attirer l’épargne des ménages et des entreprises vers les marchés financiers
* Développement spectaculaire des marchés financiers
* Dérive spéculative
* Déconnexion entre l’économie réelle et le marché financier : évolution des cours boursiers n’est plus en phase avec le rythme de croissance des économies
* Lié à la faiblesse des investissements des entreprises
* Apparition des Investisseurs Institutionnels (Zinzins)

-organisme de placement en valeurs mobilières

-compagnies d’assurances

-fonds de pensions

-concurrencent les banques

* Hedge funds : fonds spéculatifs
* La globalisation :

-Permet de financer les investissements internationaux et la croissance

-Mais renforce l’instabilité des marchés financiers (comportements spéculatifs et mimétiques)

-Mais facilite la propagation des crises

Propagation des crises :

Crises= effet de richesses : patrimoine dévalorisé

-->crédit crunch (resserrement du crédit) : les banques ne prêtent plus

=Réduction des investissements et de la consommation

-->ralentissement des importations : moins de débouchés pour les partenaires

-->perte financière pour les investisseurs étrangers

=Difficultés économiques dans les pays partenaires

**Chapitre 6 : Les relations internationales**

I/ Présentation

* Echanges commerciaux de biens et de services
* Echanges culturels, scientifiques et technologiques
* Mouvement de facteurs de production, travail et capitaux

La Chine l’Allemagne et Les USA ont représentés en 2010 1/3 du commerce mondial.

Grandes tendances des 50 dernières années :

* Commerce international de marchandises multiplié par 30 alors que la production mondiale est multipliée par 10
* Trois grands pôles : Amérique du Nord, Europe occidentale, Asie.
* Forte croissance du commerce intra branche (échange croisé de produits semblables)

-->mondialisation du marché

* Développement de l’échange de produits manufacturés : 75% des échanges de marchandises
* Régression de la part du commerce des produits primaires (agricoles et énergétiques)=25% de marchandises contre 60% jusqu’à WWII.
* Croissance du commerce des services (transport, tourisme, assurances, loisirs…)= 20% du commerce mondial
* De plus en plus d’échanges de capitaux :

-investissements directs à l’étranger (IDE)= somme investies

II/ La balance des paiements

Principe :

* Retrace les opérations effectuées entre résidents et non résident en France
* Toutes les opérations sont recensées :

-opération faites en contrepartie d’un règlement en devise ou en euros

-opération sans contrepartie= transferts unilatéraux (envoie d’économies de travailleurs étrangers)

Composantes :

1. Compte des transactions courantes

2. Compte de capital

3. Compte financier

1. **Compte de transactions courantes**
* Opérations sur biens : balance commerciale :

-comptabilise les échanges commerciaux de marchandises

-importations= achat à l’étranger

-exportations= achats de l’étranger

-solde : solde commercial

* Excédentaire si exportations>importation
* Déficitaire si importations
* Le taux de couverture= exportations/importations\*100

-excédent si >100

-déficit si <100

* Compte de services hors tourisme
* Tourisme
* Opérations de répartition
* Revenus (des salariés, des investissements directs ou de portefeuille)
* Transfert courants

Privés : de salaires des travailleurs non-résidents vers leurs pays. Publics lié à des opérations d’aide économique

1. **Compte de capital**
* Transfert en capital (dons, annulation de dette) opérés par la France
1. **Compte financier**
* Flux financiers

-Investissement directs

-Investissement de portefeuille

-Autres investissements

* Avoir de réserves (or, devises etc…)

III/ La mondialisation de l’économie

Trois grandes phases :

* L’internationalisation des échanges : accroissement du volume des exportations
* L’internationalisation de la production : Implantation d’usines à l’étranger, multinationalisation des firmes
* La globalisation : constitution d’un marché global unique ; réseaux de production, de capitaux, d’information.

Les firmes multinationales :

* Coca-Cola, Mc Donald’s, Ikea, Carrefour
* Entreprise possédant ou contrôlant des entreprises (filiales) dans plusieurs pays et en mesures d’élaborer une stratégie globale tenant compte des différences entre ces pays.
* Procèdent à des investissements directs à l’étranger

IV/ les ajustements

* Quelle conséquence d’un déséquilibre de la balance des paiements ?
* Changes fixes : parité monétaire fixée
* Changes flottants : les monnaies s’échanges à un taux variable (le taux de change)
* Actuellement : change flottant
* Excédents de la balance de paiements :
* Exportations>importations
* Besoin de monnaie nationale pour paye les achats nationaux
* Conversion de devise en monnaie nationale
* Demande de monnaie nationale ++++
* --------🡪 la monnaie nationale s’apprécie
* Appréciation de la monnaie nationale
* 🡪les produits nationaux proposés à l’étranger sont vendus plus cher :

-risque de baisse des exportations

* 🡪 Les produits étrangers sont vendus sur le territoire sont moins cher
* Risque de hausse des importations
* Déficits de la balance des paiements :
* Importations>Exportations
* Besoins de devises pour payes les achats à l’international
* Conversion de monnaie nationale en devise étrangères
* Demande de devises étrangères ++++
* ------🡪la monnaie nationale se déprécie (du pays qui achète)
* Dépréciation de la monnaie nationale
* 🡪Les produits nationaux proposés à l’étrangers sont vendus moins chers :

-->risque de hausse des exportations

* 🡪Les produits étrangers sont vendus sur le territoire sont le plus chers
* Risque de baisse des importations
* Retour à l’équilibre ? Dépend
* De la structure du commerce extérieur (dépendance à certains produits)
* De la sensibilité de la demande internationale aux prix (produit

**Chapitre 7 : Les politiques économiques**

Trois grands Objectifs :

* Allocations et ressources :

-politiques qui visent à gérer les externalités négatives ou positives et à produire des biens publics

-ex : Taxe ou subventionnement de certains biens

-ex : Equipements et infrastructures routières

* Régulation du niveau d’activité :

-Face à des chocs (récession, chômage, inflation…) les pouvoirs publics mettent en œuvre des politiques de relance/stabilisation

-D’inspiration keynésienne

-Ex : politique de dépenses budgétaires, de grands travaux, ou politique monétaire

* Redistribution des richesses et des revenus

-L’activité économique génère des inégalités de richesse= redistribuer

-Rôle de la fiscalité et du système sociale

-Ex : impôts, cotisations sociales, allocations, RSA, CMU etc…

I/ Les enjeux

1. Croissance et cycles économiques
* La croissance économique n’est pas uniforme

-Fluctuations conjoncturelles : mouvements d’expansion et de récessions

-Cycles de longue période

-Cycle Juglar

* Les exportations :

-Croissance à l’étranger

-Modification profitable du taux de change

* La consommation :

-Répartition favorable du revenu

-Politique fiscale favorable

-Apparition de produits nouveaux très demandés

* L’investissement

-Anticipations des entrepreneurs

 -Taux d’intérêts favorable

* La dépense publique

-Non couvert par l’impôt

-Fonctionnement, équipement

* Explications de J.Schumpeter :

-Les innovations sont à l’origine d’un processus de destructions créatrices et des cycles d’activité

-Phase ascendantes : mise en œuvre d’une ou plusieurs grandes innovations, structurations de branches motrices, investissements, création de richesse

-Phase de décroissance : les branches motrices arrivent à maturité, plus de possibilités d’exploitation, baisse des investissements, besoin de reconversion économique

2- Le chômage

Un concept flou

**Les explications du chômage :**

* analyse classique :

-le prix du travail est rigide et ne s’adapte pas aux conditions de marché

-Les capacités de production sont insuffisantes, car pas assez rentables, donc pas de création d’emploi en nombre suffisant

* Analyse keynésienne :

-Insuffisance de la demande et des débouchés pour les entreprises

-Consommation insuffisante

-Investissement insuffisant

* Analyse structurelle : existence de chômage

-« naturel » : inemployabilité de certains chômeurs

-frictionnel : mouvements sur le marché du travail

-technologique : mutations sectorielles, inadaption de la main d’œuvre

-segmenté : phénomène non homogène selon les catégories de population

3. L’inflation

* Perte de pouvoir d’achat de la monnaie matérialisée par une augmentation générale et durable des prix
* Origines de l’inflation :

Phénomène monétaire : MV=PQ

L’évolution de la monnaie doit être corrélée à l’évolution du volume de production

* Inflation par les coûts

-coût du travail

-coût des matières premières

-coût du capital

-coût des produits importés

-coût des produits importés

-coût des interventions publiques (fiscalité)

**Conséquences**

* Effets bénfiques :

-réduit la dette réelle des agents économiques

-encourage l’emprunt pour investir

* Effets néfaste

-pénalise les épargnants

-rend l’avenir incertain

-réduit la compétitivité prix des produits nationaux

**La désinflation :**

* Origines :

-baisse du prix des produits importés

-baisse des produits agricoles

-décélération des salaires

-évolution modérée des prix des services

* Mutations technologiques

-NTIC

-nouveaux matériaux

-énergie

-technologie du vivant

* Mutations de la demande

-Changement dans les goûts, le consommateur zappeur

-ouverture internationale

* Mutations de l’espace concurrenciel

-Ouverture des frontières

-Firmes multinationales

-Montée des puissances économiques

* Mutations industrielles :

-les branches motrices de l’après guerre ne le sont plus (chimie, automobile, construction mécanique)

-effondrement de la métallurgie et de la sidérurgie

-industrie de pointe

-Conséquences :

-chômage dans l’industrie

-concentration industrielle, fusions-acquisitions, très grandes entreprise

-faible visibilité

-exigence de flexibilité

Processus de destruction créatrice

II/ Les politiques conjoncturelles

* 4 objectifs à court terme

-la croissance

-la stabilité monétaire

-l’emploi

-l’équilibre extérieur

Deux instruments principaux :

-politique budgétaire

-politique monétaire :

🡪Ne peut être conduite que dans le cadre de l’UE

* La BCE a pour objectif principal la stabilité des prix mais peut être amenée à soutenir l’activité
* Politique de taux d’intérêt
* Système de réserves obligatoires

Baisse des taux directeurs :

-baisse du taux sur le marché interbancaire

-baisse des taux débiteurs des banques

-augmentation du crédit et de la masse monétaire

Limite :

* Peu efficace en période de récession
* Difficile à mettre en œuvre dans l’UE (différence UE et zone euro

III/ Les politiques structurelles

Les politiques européennes :

* Des politiques communes :

Des actions multiples :

-Politique commerciale extérieure

-Politique de la concurrence

-Politique agricole commune

Les politiques structurelles nationales :

* Les politiques destinées à favoriser la croissance
* Politiques d’éducation et d’enseignement supérieur